

Formes des penser collectif & individuel

Sur la présente mise à jour de la politique coronaique — **Partie I**

Où donc — de quelle manière et avec qui — se déroule l'actuelle remise à jour de la plus grave crise de l'humanité, depuis la seconde Guerre mondiale ? Jusqu'à présent cela procède avec seulement beaucoup d'hésitation, voire pas du tout en Allemagne, partiellement en Autriche¹ et en Suisse comme en Allemagne, avec pareillement beaucoup d'hésitation ou même pas du tout.² Dans cet essai en deux parties, deux tentatives seront faites pour explorer une mise à jour finale de la crise coronaique dans l'espace germanophone, en s'attachant à la question de ce que nous dit cette manière de maîtriser la crise coronaique sur l'état de conscience actuel des gens en Europe centrale (*Mitteleuropa*) et les conséquences qui en résultent.

Au plus tard depuis 2020, nous vivons actuellement dans une époque de narration, à savoir de récits qui veulent nous expliquer le monde de telle ou telle manière. Depuis le début de la pandémie, il s'agit donc avant tout de savoir quelle narration désormais se trouve en correspondance avec la réalité de ce qui s'est vraiment passé.

Pour le dire brièvement, le premier récit, qui fut porté par une nette majorité de la population, c'est celui d'un ordre étatique souverain, englobant une communauté nationale, lequel fut capable de réglementer par l'exécutif, en restreignant l'action individuelle dans le cas d'une pandémie, par des mesures de surveillances allant aussi jusqu'à l'interdiction de sortir de chez soi (jusqu'au *Lockdown* à savoir au confinement strict).³ C'est à cette primauté de l'État à laquelle la liberté individuelle doit se soumettre en cas d'urgence pandémique, pour une durée plus ou moins illimitée. Un prétendu droit à la santé se voit ainsi subordonné au droit de liberté individuelle et donc au libre développement de la personnalité, qui figure en première place dans la Loi fondamentale et l'article 2.⁴

La seconde narration, qui ne fut jusqu'à présent que partagée par une minorité de la population, vit au contraire, le libre déploiement de la personnalité en premier lieu, lorsque la santé générale est menacée par une épidémie virale. Cette narration voit donc le souverain en chaque individu isolé dont le comportement est placé sous la responsabilité de celui-ci. C'est en particulier la Suède qui suivit cette seconde narration, jusqu'à aujourd'hui, or la Suède est devenue un exemple lumineux à suivre.

Depuis la pandémie, ces deux narrations, et donc les personnes qui y sont liées, sont irréconciliables, comme si elles étaient séparées par un profond fossé, comme tout le monde le sait désormais et comme on peut encore le constater. C'est pourquoi nous allons examiner ci-après la raison pour laquelle il en est ainsi. Deuxièmement, il s'agit de répondre, au moins partiellement, à la question centrale qui se cache derrière ces deux récits, à savoir quelle est authentiquement la nature de la liberté humaine ?

Dans la première partie de cet article, nous nous pencherons tout d'abord sur une table ronde consacrée au traitement de la crise coronaique en Autriche, laquelle a fait grand bruit dans le public au premier trimestre de l'année 2024 et qui a présenté, en la personne du sociologue allemand **Heinz Bude**, le récit de la période de Corona sous une forme très claire. Dans la seconde partie de cette contribution, qui paraîtra dans le prochain numéro de **Die Drei**, nous nous pencherons ensuite sur les « protocoles du RKI » (*RKI-Files*) apparus en mars, lesquels, selon Paul Schreyer — qui les a publiés en tant qu'éditeur du magazine en ligne « **Multi-polar** » — semblent confirmer de manière surprenante le second récit. Les deux versions de cette remise à jour s'opposent donc l'une à l'autre.

La seconde narration, qui ne fut jusqu'à présent que partagée par une minorité de la population, voyait au contraire le libre déploiement de la personnalité aussi en premier lieu, lorsque la santé générale est menacée par une épidémie virale. Cette narration voit donc le souverain en chaque individu isolé dont le comportement est placé sous la responsabilité duquel. C'est en particulier la Suède qui suivit cette seconde narration, jusqu'à aujourd'hui et la Suède est devenu un lumineux exemple à suivre.

Depuis la pandémie, ces deux narrations, et donc les personnes qui y sont liées, sont irréconciliables,

comme si elles étaient séparées par un profond fossé, comme tout le monde le sait désormais et comme on peut encore le constater. C'est pourquoi nous allons examiner ci-après la raison pour laquelle il en est ainsi. Deuxièmement, il s'agit de répondre, au moins partiellement, à la question centrale qui se cache derrière les deux récits, à savoir la nature de la liberté humaine.

Dans le premier épisode de cet article, nous nous pencherons tout d'abord sur une table ronde consacrée au traitement de la crise coronaïque en Autriche, qui a fait grand bruit dans le public au premier trimestre de l'année 2024 et qui a présenté, en la personne du sociologue allemand Heinz Bude, le récit de la période de Corona sous une forme très claire. Dans le second épisode qui paraîtra dans le prochain numéro de *Die Drei*, nous nous pencherons ensuite sur les « protocoles du RKI » (*RKI-Files*) apparus en mars, qui, selon Paul Schreyer — qui a publié ces protocoles en tant qu'éditeur du magazine en ligne « *Multipolar* » — semblent confirmer de manière surprenante le second récit. Les deux versions s'opposent.

Une narration est activée



Heinz Bude (né en 1954)

En mars 2024, on prit connaissance du rôle central de ce qu'on avait appelé la *Covid-19 Task-Force* du Ministère intérieur Fédéral, au travers de la vidéo d'une table ronde de l'université de Graz, intitulée *Une société en état d'exception — Qu'avons appris de la crise coronaïque ?*⁵ laquelle avait déjà eu lieu le 24 janvier et l'un de ses participants, **Heinz Bude**, a joué un rôle effectif en ce qui concerne le caractère totalitaire de la politique de pandémie.⁶ Dans le cadre de la discussion initiée par le sociologue autrichien Klaus Kraemer, qui était au moins censée servir en Autriche, Bude s'est référé, entre autre, au journaliste *online* américain et entrepreneur de *E-learning*, *Tomas Pueyo* lequel, en mars 2020, avait esquissé les grandes lignes d'une politique basée sur la peur et la thérapie de choc dans un essai qui fut publié à des millions de reprises.⁷

Dans ce contexte il devint aussi clair que Bude avait présenté en détails, dès l'automne 2022 dans le journal *Soziologie*, les grandes lignes de la stratégie de la peur projetée par lui-même.⁸ La journaliste d'investigation, *Aya Velasquez*, avait écrit, après la parution de cet article : « *Heinz Bude était le seul et unique Sociologue dans la task-force covid-19 du BMI — formée d'éléments disparates rassemblés ad hoc par le secrétaire d'état Markus Kerber. Après des années de réflexions sur le thème de la*

peur, il a conseillé le ministère fédéral sur la manière d'utiliser la peur et les appels à une forme généralisée de solidarité pour inciter la société à se conformer aux contraintes imposées par l'État. »⁹

Nous investiguerons plus précisément les lignes de base du penser politique de Bude, car dans ses déclarations, ce n'est guère un penser d'action politique déterminant, qui se manifeste dans la pandémie mais au contraire, un penser remettant en cause l'être humain et le penser libre de celui-ci, dont les racines sont à retrouver dans le passé socialiste de l'Allemagne, ce que nous démontrerons plus loin ci-dessous.

Et nous verrons dans la deuxième partie, en suivant les idées de Heinz Bude, comment un certain type de pensée collectiviste s'est développé avant la pandémie, et ce de manière surprenante, même dans des contextes anthroposopiques.

Je résume ci-dessous deux longs passages transcrits de la table ronde avec Heinz Bude. Dans le premier passage, Bude a parlé, selon son expression, « des coulisses » du conseil en matière de pandémie : « Nous avons dit que nous devons trouver un modèle pour créer une disposition à suivre, qui soit un peu semblable à la science. Et ce fut cette expression de « *Flatten the curve* [atténuer ou infléchir, bref « bémoliser » la courbe, *ndt*] », et nous nous sommes dit : « Comment pouvons-nous convaincre les gens à participer ? » On leur a dit que ça ressemble tellement à de la science ... On leur a dit « *si vous êtes bien disciplinés, vous pouvez changer la courbe.* »¹⁰ C'est-à-dire que l'on peut quasiment — obtenir une verbalisation des changements de comportement individuel qui se présente avec une sorte de qualité de représentation scientifique.

Bude admet donc ici, franchement et librement, que l'on puisse manipuler et tromper la population au moyen d'une sorte de modèle analogue à ce qui est scientifique, en relation à son disciplinément, pour en ar-

river à l'avoir sous son contrôle ! Quelques instants plus tard, il en arrive alors à cette déclaration encore plus drastique : « *Et l'on devra donc exercer, une coercition sur les gens qui affirment qu'elles disposent d'autres informations, moi, je ne me laisse pas évacuer ici. Et certes, par une contrainte légitime. À l'avenir nous aurons de plus en plus à faire avec de telles situations, — si l'on veut maîtriser ce genre de crises en résistant dans une capacité d'action collective, qui exigent des changements individuels de comportements [...] Et c'est là l'argument décisif. Pouvons-nous faire cela principalement dans une société moderne libérale ? Est-ce que cela convient véritablement ? Et ne faut-il pas utiliser là-dedans des choses tout à fait terribles comme la communication de la peur, c'est-à-dire des choses de nature socio-psychologiques, pour procéder à de tels types de dispositions consécutives afin d'entreprendre de modifier le comportement individuel ? [...] Les crises, qui se trouvent devant nous auront le caractère de pandémies et celui des conditions d'événements météorologiques extrêmes. C'est à portée de vue. L'Europe aussi aura encore à affronter des guerres à moyen terme. Et ce sont des choses où il nous faut réfléchir quant à savoir quel genre de réflexions de science sociale nous avons à accumuler d'avance pour y faire face.* »

Bude admet donc ici franchement et librement que l'on puisse manipuler et tromper la population au moyen d'un modèle analogue à celui « scientifique », pour en arriver disciplinairement au contrôle de son comportement ! Quelques instant après, il en vient à cette déclaration encore plus drastique : « *Et on devra exercer une coercition sur des gens qui ne disent pas [ce que nous affirmons, ndt], mais à savoir : j'ai d'autres informations et ici ne me laisse pas évacuer. Nous serons de plus en plus confronter à ce genre de situations à l'avenir — des crises de cette sorte qui requièrent des changements de comportement individuel, si nous voulons tenir le coup en gardant une capacité collective d'agir. [...] Or, c'est l'argument décisif. Pouvons-nous principalement faire cela dans une société libérale moderne ? Est-ce que cela convient véritablement ? Et ne faut-il pas utiliser des choses horribles comme la communication de la peur, c'est-à-dire des choses socio-psychologiques, pour modifier les comportements individuels ? [...] Les crises qui se présenteront devant nous, elles auront le caractère d'une pandémie et elles ont déjà la caractéristique d'événements météorologiques extrêmes. C'est déjà en vue. L'Europe aussi connaîtra de nouveau encore des guerres à moyen terme. Ce sont des choses que nous devons repenser et faire provision de quel genre de réflexions d'ordre scientifique et social aurons-nous besoin pour faire face à ce défi prévisible qui se trouve devant nous ?* »

Et il se révèle ici maintenant que Bude ne tient pas de telle formes coercitives et manipulatoires de communication comme adaptées seulement, par exemple à la situation extrême d'une pandémie proprement dite, mais qu'il les tient au contraire comme absolument légitimes et en tant qu'une « provision de réflexions » à renouveler pour aborder et gérer les crises futures.¹¹

Dans un autre passage, Heinz Bude fait le rapport de la table ronde avec un rédacteur du magazine *Der Spiegel* qui se préoccupe particulièrement des milieux de la droite populiste et lui dit que le sujet de la corona est plus important que celui de l'immigration. Il demande à Bude si celui-ci dispose d'une explication. Les conclusions qu'il en tire sont de trois ordres, dont découlent précisément les mesures recommandées dans le « document de panique ».

Existe-t-il un « droit à la santé » ?

Le premier point, d'après lui, c'est qu'il aurait sous-estimé « *que la crise coronavirale a provoqué passablement un embrouillamini des trois droits fondamentaux dont nous disposons* ». Il caractérise ensuite ces trois droits qui, à vrai dire, ne se laissent guère reconnaître comme tels dans la GG, comme suit : « *Nous avons des droits de liberté individuelle, nous avons des droits de participation sociale et nous avons des droits de bien-être économique. Et aujourd'hui, le droit à la santé appartient, selon lui, aux droits du bien-être économique. Il caractérise ce droit comme relevant de la « santé publique »*¹², à l'occasion de quoi, il a l'impression, que la crise coronavirale a pleinement embrouillé la compréhension du droit chez beaucoup de gens. De nombreuses personnes eussent pensé, selon lui, que les droits de liberté individuels restent sur le carreau et ont été sortis de leurs gonds à cause de la dominance des droits sociaux du bien-être. À cet endroit il ne trahit pas ici pourtant ce qu'il a lui-même véritablement pensé, et il éveille de ce fait l'apparence que les droits de liberté eussent dû largement persister, même sous la stratégie dont il est lui-même co-responsable.¹³

À cet endroit il se révèle que Bude mélange crûment ses « droits au bien être » avec les droits fondamentaux qu'il ne concède cependant pas dans la GG, comme nous l'avons déjà mentionné. Or, l'alinéa 2 de l'article 2, où la GG formule l'intangibilité, ne décrit aucun « droit à la santé », mais le droit à l'intangibilité corporelle en tant que protection vis-à-vis d'une violence étatique, la violence que de très nombreux Allemands, mais avant tout aussi les Juifs, durent au plus douloureusement éprouver entre 1933 et 1945.

Par son « droit au bien être », Bude développe — nonobstant sans l'exprimer — une compréhension de l'état qui exista effectivement en Allemagne sous la forme de la RDA. Car dans la RDA, l'état s'est effectivement soucié avec beaucoup de sollicitude de ses citoyens.¹⁴ Rolf Henrich a qualifié cet état, dans son ouvrage paru au printemps 1989, qui fit époque, en introduisant le « Tournant allemand », comme étant un état de tutelle ou un état pupillaire.¹⁵

Pour la santé propre, c'est en premier lieu à tout individu qu'il revient d'y veiller dans tout état librement organisé tel que la République Fédérale d'Allemagne. Autrement dit : La santé individuelle n'est pas une affaire de l'état au sens de la GG. La promotion de la santé repose avant tout sur l'auto-efficacité de l'individu, contrairement à cette conception axée sur un État « tutélaire ». Or, comme nous allons le voir, c'est précisément ce concept qui est une épine dans le pied de Bude.

Que la santé individuelle se trouve sous la responsabilité de tout individu humain, cela ne veut pas dire que l'état ne dût plus pourvoir aux soins sous la forme d'un système social de santé, qui garantisse aussi à ces êtres humains qui se trouvent sous le niveau de vie standard normal, des soins médicaux leur correspondant ainsi que des renseignements de soins adéquats. Mais dans ces cas aussi, la santé individuelle reste finalement pareillement sous la responsabilité d'initiative de l'individu. Formulé d'une manière anthroposopique : Conformément à sa nature le système de santé ne peut pas constituer une partie de la vie juridique de l'état, mais au contraire seulement une partie de la vie de l'esprit fondée sur une liberté individuelle. Cette conception fut exprimée en 1986, au travers de la charte de l'OMS d'Ottawa.¹⁶

Que veut dire : « Efficacité personnelle ? »

Le deuxième point que Bude aborde ensuite consiste en une polémique virulente et une interprétation clairement erronée du concept « d'efficacité personnelle » : Il a enseigné que, selon une conception bien à lui qu'il existe un concept d'« efficacité personnelle » provenant du néo-libéralisme : « *Les gens veulent tous être efficaces d'une manière ou d'une autre, et leur idée d'une bonne vie dépend souvent de cela. [...] Si l'on veut être efficace, cela ne signifie pas pour autant que les autres trouvent juste la manière dont on est efficace. Cela signifie que l'auto-efficacité peut toujours se heurter à des limites lorsqu'il s'agit de la résonance sociale de mon auto-efficacité personnelle* »

Si l'on tente de comprendre ces phrases de Bude, cela devient réellement grossier. Car, premièrement le concept d'auto-efficacité ne vient pas du néolibéralisme, mais au contraire de la psychologie, où il a une acception toute différente. Le sentiment d'efficacité personnelle décrit, dans l'esprit de son concepteur *Albert Bandura*, la confiance d'une personne dans sa capacité à réaliser elle-même avec succès les actions souhaitées, même dans des situations extrêmes, sur la base de ses propres compétences.¹⁷ Bude, par contre, confond « l'auto-efficacité » avec les comportements individuels arbitraires et antisociaux.

Par ailleurs, le concept « d'attente d'auto-efficacité » (*Selbstwirksamkeitserwartung*), est utilisé en particulier dans les soins de la santé. La recherche qui est citée à la note 17 pourrait montrer qu'une haute valeur d'attente d'auto-efficacité ré-hausse nettement les chances de succès de l'attente d'auto-efficacité en matière de changements de comportement dans les circonstances de la santé. Une personne disposant d'une attente supérieure d'auto-efficacité sera donc plutôt prête à avoir un comportement relevant sa santé, par exemple, un certain mode d'alimentation, si elle y accorde une importance correspondante dans son propre comportement.

Or, ce fut directement cette attitude qui fut requise lors de la crise de Corona, dans l'esprit de ceux qui suivaient la seconde narration. C'est-à-dire que ces personnes étaient convaincues qu'elles pouvaient se protéger elles-mêmes d'une maladie grave et ne se voyaient donc pas renvoyées aux instructions de l'état et même sans cela, tout prochainement aux recommandations encourageant la santé qu'elles suivaient déjà.

Celles-ci requéraient cependant justement cette fameuse « auto-efficacité » de l'individu diffamée par Heinz Bude. La « Charte d'Ottawa » de l'OMS, mentionnée dans la note 16, a précisément décrit cette tâche en détail.¹⁸ Or, cette attitude, Bude la tient justement comme «mettant le système en danger » et « hostile à l'état » ! Car la troisième chose qu'il a enseignée c'est, selon lui : « *J'ai sous-estimé la bévée de notre société, [...] Mais je crois que des sociétés modernes font bien de se poser au moins cette question de savoir comment on puisse absorber une méprise sans la neutraliser, pour le dire ainsi. [...] Le point de départ c'est la croissance du populisme de droite, si ce n'est le scepticisme à l'égard du système, voire l'hostilité au système, dans toutes les sociétés occidentales. [...] Nous devons donc sérieusement réfléchir là-dessus, quant à savoir si la corona n'est pas accélératrice de la poussée d'extrémisme des sceptiques à l'égard du système.* »

Il est aussi important de savoir, quand on lit ces phrases, que Heinz Bude — en s’alliant par la suite, à deux collègues issus de la *Task-force*, le *lobbyiste* de la Chine, *Maximilian Mayer*, et la conseillère stratégique, *Denise Feldner* — a décidé de « l’initiative *no-covid* » laquelle exigeait une restriction de mobilité pour les citoyens au moyen d’une division en zones, rouge, jaune et verte — totalement à l’instar de l’exemple de la Chine. Quoiqu’il soit parfaitement clair aujourd’hui qu’un rassemblement totalitaire de zones en vue d’en créer exemptes du virus n’a pas une seule fois fonctionné en Chine, Heinz Bude se trouve largement parmi ceux qui ont développé les cibles et stratégies de cette initiative.¹⁹

Expédier vers Madagascar

Bude choqua l’opinion publique par ses déclarations extrêmes, même pendant la pandémie : « *Je le recommanderais maintenant politiquement à tout le monde : Une ligne de conduite claire, une direction claire. Les opposants à la vaccination doivent subir des inconvénients tangibles. Et dans un sens, on ne peut plus s’occuper d’eux. C’est ainsi. On ne peut pas les expédier vers Madagascar. Qu’est-ce qu’on peut en faire ?* »²⁰ Avec cela se dévoile totalement ouvertement les conséquences d’une orientation totalitaire du premier récit décrit ci-dessus reposant justement à la base, pour le moins en matière de politique coronaïque, en Allemagne. Notoirement dans une pandémie, on n’a donc qu’à plonger les gens dans l’angoisse au moyen de mesures violentes par lesquelles une conception scientifique de Bude et de la *Task-Force covid-19* croit devoir les gouverner. Les opposants à ces mesures devraient être combattus fermement avec la dureté la plus extrême et exclus le plus possible de la vie publique. Ce type de comportement gouvernemental contredit en tout cas — comme nous le montrerons précisément dans la seconde partie — la compréhension de l’être humain comme disposant d’une essence se déterminant librement et relevant avec cela aussi des droits humains universaux.

L’art du penser de Heinz Bude, orienté sur le collectif et non pas sur l’individu, ainsi que la politique et la jurisprudence qui en ont découlé, n’y voyaient aucun problème ou questionnement. Bien au contraire : sous la primauté de la *Public Health* (la santé en tant que revendication juridique et avec cela comme une tâche centrale de l’état), l’imposition de ces principes collectifs ne sera plus décidée et transposée seulement par un simple état, mais notoirement désormais par une organisation multinationale telle que l’OMS.

Le gouvernement allemand conseillé par Heinz Bude & la *task-force covid-19* a déjà déclaré son ralliement, en 2023, au traité international de pandémie que l’OMS s’est efforcée d’établir²¹ car elle veut transposer l’autorité et la consigne souveraines du plan national au plan supra-national.²² Un concept qui contredit de la manière la plus rigoureuse la charte de l’OMS de 1986 !

Juste une fois encore pour clarifier ! Comme nous l’avons vu ci-dessus, Bude formule sa compréhension à lui des droits fondamentaux, non pas d’après la Constitution de la République fédérale d’Allemagne (RFA), mais plutôt d’après celle de la République Démocratique d’Allemagne (RDA) [qui n’existe plus, mais que j’ai fréquentée un mois comme « pionnier », ce qui fut un événement décisif dans ma vie ! *ndt*] ainsi : « Le droit à la santé appartient aujourd’hui aussi aux droits du bien-être social. »²³ Ainsi donc, au lieu de protéger le corps vivant et la vie du citoyen individuel d’une intervention de l’état dans l’esprit de l’article 2, alinéa 2, de la loi fondamentale (*GG*), Bude souhaiterait donc pour cela donner le pouvoir à un « état de tutelle », en cas de crise pour disposer sur le corps vivant et la vie du citoyen et cela certes par restriction de l’article 2, alinéa 2 du droit citoyen de liberté.

Qu’est-ce qui relève de la dignité humaine ?

Le Président de la Cour fédérale constitutionnel, *Stefan Harbarth* — saisi le 20 mai 2020 par la Chancelière fédérale, *Angela Merkel* — dit à propos de cela dans une interview : « *Il va de soi que les droits fondamentaux valent aussi pendant la pandémie coronaïque. Les droits fondamentaux, à l’exception de la dignité humaine, ne sont pas absolus. Il est souvent nécessaire de faire valoir au mieux plusieurs droits fondamentaux qui entrent en conflit. Cela dépend également de la situation. L’exercice des droits fondamentaux en période de corona se fait parfois d’une autre manière qu’avant la pandémie* ».²⁴

Heinz Bude, en tant que partisan du premier récit coronaïque, défend cette conception sans aucun doute jusqu’à aujourd’hui. Il ne se distancie littéralement pas d’un seul mot d’une attitude qu’il a adoptée dès le début de la *Task-force covid-9* du *BMI*, en mars 2020 : Dans une pandémie, le droit fondamental de liberté devrait être restreint au bénéfice d’un « droit fondamental à la santé ». En conséquence c’est un penser et un agir collectifs qui précèdent dans cette narration un penser et un agir individuels. Mais dans quel esprit peut-

on suivre ici ce récit tout en continuant de parler encore sérieusement de liberté de l'humanité ? C'est cette question essentielle à laquelle il nous faudra répondre dans la seconde partie de cet article, dans lequel il s'agira de traiter des protocoles *RKI* [Voir : https://de.wikipedia.org/wiki/Protokolle_des_RKI-Krisenstabs *ndt*]

Mais, d'une manière surprenante, le Président fédéral d'alors, Wolfgang Schäuble, s'est exprimé dès le début de la pandémie au sujet de ce problème fondamental de la première narration, de la manière suivante : « *Quand j'entends dire que tout le reste doit passer avant la protection de la vie, je dois dire que ce n'est pas exact dans cette qualité absolue* », car la dignité humaine ancrée dans la Loi fondamentale « *n'exclut pas que nous devions mourir* ». L'État doit garantir les meilleurs soins de santé possibles pour tous — « *mais les gens continueront à mourir de la maladie corona* ». ²⁵

Die Drei 3/2024.

(Traduction Daniel Kmiecik)

Andreas Neider est né en 1958, étude de philosophie, d'ethnologie, d'histoire et de science politique à Berlin. Dix-sept ans d'activité aux Éditions *Freies Geistesleben* d'abord comme lecteur, puis en tant qu'éditeur. Depuis 2002, directeur de l'agence culturelle « *D'être humain à être humain* ». Il dirige depuis 2002 l'agence culturelle : « *D'être humain à être humain* ». Il a publié de nombreuses publications au sujet de l'*anthroposophie, la méditation, la pédagogie de la méditation, la critique au sujet de la transformation numérique et de la crise coronavirale*.

Autres informations sous www.andreasneider.de

Contact : aneider@gmx.de

- 1 Pour libérer le texte, quelques compléments essentiels, qui sont importants pour une compréhension de base de celui-ci sont cependant importants à prendre en considération qui sont seulement dans les notes . C'est pourquoi, il est recommandé de lire celles-ci, si possible. www.bundeskanzleramt.gv.at/bundeskanzleramt/nachrichten-der-bundesregierung/2023/12/bundeskanzler-nehammer-bundesregierung-schliesst-corona-aufarbeitungsprozess-ab.html
- 2 Au *Bundestag* allemand, depuis qu'il y a la fraction *FDP*, il y a le d'effort de mettre en place une commission d'enquêtes pour explorer la politique pendant la pandémie. Le *SPD*, et en particulier le ministre de la santé, Karl Lauterbach, accueille avec scepticisme une telle prétention [C'est vrai quoi ! Enfin, quelle idée ? Non, mais en France on a d'autres soucis pour environ 3 semaines, après cela passera à l'as... jusqu'à la prochaine zoonose ! *Ndt*] Donc, on ne sait pas momentanément s'il y aura une telle commission d'enquêtes... — www.br.de/nachrichten/deutschland-welt/bundestag-wie-werden-die-corona-massnahmen-aufgearbeitet.U95mMLh — Nous ne pouvons guère ici, malheureusement entrer dans l'extrême complexité de ce thème sur le reste des autres pays européens, ainsi que ceux anglophones et du monde asiatique.
- 3 Dans le *Plan national de pandémie pour l'Allemagne* de 2017, il n'était absolument pas question en aucun endroit de « *Lockdown* », voir : — https://de.wikipedia.org/wiki/nationaler_Pandemieplan_für_Deutschland#Ergänzung_des_Nationalen_Pandemieplans_infolge_der_COVID-19-Pandemie — Celui-ci fut introduit seulement par la *Covid-19 Task-Force* du Bundesministerium en Allemagne, qui était encore à manipuler pour ce faire : voir l'article de Paul Schryer à propos de la genèse du premier *Lockdown* en Allemagne : <https://multipolar-magazin.de/artikel/wie-der-lockdown-nach-deutschland-kam>
- 4 L'article 2 de la *Grund-Gesetz (GG)* a la teneur suivante : « (1) Chacun a droit au libre déploiement de sa personnalité, aussi longtemps qu'il ne viole pas le droit d'autrui et ne se heurte pas à l'ordre constitutionnel et à la loi morale. (2) Chacun a le droit à la vie et à l'intangibilité corporelle. La liberté de la personne est intangible. Il ne peut être porté atteinte à ces droits qu'en vertu d'une loi.
Nous ne pouvons entrer dans le détail de la *GG* à cet endroit. D'un point de vue historique, il est incontestable que la *GG* — sur l'arrière-plan de la dictature nationale-socialiste — veut défendre les droits individuels de liberté et avec cela protéger la liberté individuelle. Un droit à la santé au sens d'une protection contre une maladie virale, par exemple au moyen d'un vaccin, n' a pas été inscrit dans la Constitution allemande. Car l'article 2 alinéa 2, formule : « Le droit à la vie et à l'intégrité physique » protège le titulaire d'un droit fondamental contre les atteintes à sa vie par l'État ainsi que par des tiers et oblige l'État. Le droit à l'intégrité physique de l'être humain ne se limite pas à s'abstenir de toute atteinte à sa vie, mais il doit aussi agir activement pour se protéger contre de telles atteintes. Voir : https://de.wikipedia.org/wiki/Artikel2_2_des_Grundgesetzes_für_die_Bundesrepublik_Deutschland
- 5 La table ronde eut lieu le 24 janvier 2024 à l'université de Graz. Y participèrent — outre Heinz Bude (de l'université de Kassel) — Alexander Bogner -Académie autrichienne des sciences à Vienne) et Klaus Kraemer (université de Graz). La modératrice de ce débat fut Daphne Hruby (libre collaboratrice auprès de l'ORF). Une vidéo de ce débat est disponible sous l'URL : www.youtube.com/watch?v=5j5WHi67-go — Les transcriptions suivantes proviennent du site *Web*, — <https://indikativ-jetzt/heinz-bude-und-der-umbau-er-gesellschaft/> — Le second récit était défendu sous par le sociologue Klaus Kraemer qui a comparé sociologiquement les mesures anti-pandémie en Suède avec celles en Allemagne. Voir la note 18.

- 6 Le document stratégique pour le *BMI* : *Comment nous mêmes sous contrôle le covid-19*, auquel Bude participait fut communiqué au *BMI* après 10 jours de consultation le 22 mars 2020, le jour même où le premier confinement strict (*Lockdown*) fut ordonné par le gouvernement fédéral. Voir : https://de.wikipedia.org/wiki/strategiepapier_des_Innenministeriums_zur_Corona_Pandemie — Ici sont aussi cités les membres de la *Task-Force*.
- 7 Voir : www.berliner-zeitung.de/open-source/tomas-puejo-wie-ein-berater-aus-dem-silicon-valley-zum-pandemie-fluesterer-wurde-li.20930_2 — Voir aussi l'essai de Pueyo traduit en allemand sous l'adresse : <https://medium.com/tomas-pueyo/coronavirus-der-hammer-und-der-tanz-abf9015cb2af> — Ce qui est décisif dans la lecture de cet essai c'est le fait concédé par Bude que les mesures totalitaires disponibles à ce moment-là, proposées par Pueyo et reprises par Bude et ses collègues, n'étaient absolument pas couvertes et garanties par des travaux scientifiques. Bude parlait d'un « modèle » qui était censé avoir un air scientifique pour être accepté par la population [Pendant ce temps-là : les exposés scientifiques de l'IHU de Marseille sur la chaîne *youtube de celui-ci* exigeaient, quant à elles au moins 6 à huit ans d'études universitaires et une thèse (*PhD*) de biochimie pour être correctement comprises et pouvoir considérer le sérieux de la recherche à l'IHU... La plupart de ceux qui ont critiqué n'avait guère atteint ce niveau. *ndt*]
- 8 Heinz Bude : *Aus dem Maschinenraum der Beratung in Zeiten der Pandemie* [Depuis la salle des machines de la consultation en temps de pandémie] dans *Soziologie* 3/2022.
- 9 [Www.velazquez.press/p/im-maschinenraum-des-heinz-bude](http://www.velazquez.press/p/im-maschinenraum-des-heinz-bude)
- 10 La *Task-Force* reprit ce modèle de Tomas Pueyo, déjà cité, voir la note 7.
- 11 Ulf Poschardt, rédacteur en chef du *Welt*, remarque à ce propos : « Cette lecture me laisse pantois, et je suis abasourdi par le fait que ce cas de péché de la science ne soit toujours pas vraiment traité. » — www.welt.de/kultur/plus250658831/Corona-Aufarbeitung-Eunblicke-in-die-zynische-Welt-der-Angstkommunikation.html
- 12 Bude ne voit pas ici la contradiction crasse entre la « stratégie de la peur, développée par lui, et le concept de « *Public Health*, ou santé publique » formulé en même temps par lui comme une tâche relevant de l'état. Une telle contradiction consiste dans le fait tout simple qu'il est connu, à partir de la recherche médicale, que la peur affaiblit nettement l'efficacité du système immunitaire et elle est donc totalement contre-indicative en cas de pandémie.
- 13 Voir la note 24 au sujet des déclarations du président du Tribunal constitutionnel, Stephan Harbath qui se rapportent à la restriction des droits fondamentaux dans la pandémie.
- 14 Dans la Constitution de 1968 de la RDA il est dit, à l'article 35 : « (1) Tout citoyen de la République Démocratique Allemande a le droit de protection de sa santé et de sa vertu ouvrière. (2) Ce droit est garanti par l'amélioration planifiée des conditions de travail et de vie, le soin de la santé publique, une politique sociale globale, la promotion de la culture physique, de l'éducation et du sport populaire ainsi que du tourisme. » — www.documentarchiv.de/ddr/verfddr1968.html#I1k1
- Dans la Déclaration des Droits Universels de l'être humain il est certes dit dans l'article 25 : « Tout un chacun a le droit à un standard de vie qui garantit sa santé et celle de sa famille et le bien-être, incluant la nourriture, l'habillement, l'habitation et les soins médicaux et les prestations sociales indispensables. — <https://unric.org/de/wp-content/uploads/sites/4/2019/12/UDGHR-dt.pdf> — Avec cela ce n'est pourtant pas un « droit général à la santé », mais purement et simplement une protection contre l'appauvrissement et la paupérisation, ce qui rendrait impossible le maintien de la santé individuelle.
- 15 Voir : Rolf Henrich : *Der vormundschaftliche Staat [L'État tuteur]*, Reinbeck b.H. 1989, et son autobiographie : *Ausbruch aus der Vormundschaft [Sortir de la tutelle]*, Berlin 2019.
- 16 Dans la charte d'Ottawa, de l'OMS, de l'an 1986, il s'agissait avant tout d'encourager les capacités humaines individuelles à la santé propre dans l'esprit d'un concept de salutogenèse et de le soutenir par les mesures correspondantes : www.bv-gesundheit.org/grundlagen/who-ottawa-charta/ — Dans le premier article de la charte, il est dit : « La promotion de la santé est un processus visant à permettre à tous les individus d'avoir un plus grand pouvoir sur leur propre santé et de renforcer ainsi leur santé ».
- 17 Voir : <https://de.wikipedia.org/wiki/Selbstwksamkeitserwartung>
- 18 En mars 2022, la philosophe française, Barbara Stiegler, dans un essai remarquable, a renvoyé à la « Charte d'Ottawa » qui décrit la santé comme une tâche relevant de l'exercice de la vie de l'esprit. Voir Barbara Stiegler & François Alla : *Santé publique — année zéro*, Paris 2022. Stiegler montre ici très nettement, qu'en restant accrochées au nom de la « santé publique » (*public health*), des « mesures totalitaires de confinement (*lockdown*)», qui sont encore aujourd'hui carrément et euphoriquement soutenues par Heinz Bude, ont eu des effets nuisibles autant chez les enfants et adolescents que chez les vieillards. Ici se révèle la « démence » du premier récit, dont parle Bude paradoxalement en considération du second récit. [Ce point a été calmement confirmé par le Professeur Raoult de l'IHU de Marseille, dès le début du premier confinement en France, *ndt*]
- 19 Voir : <https://nocovid-europe.eu/index.html> — Voir Heinz Bude dans article déjà cité : *Aus dem Maschinenraum der Beratung in Zeiten Pandemie* [De la salle des machines de la consultation en temps de pandémie]. Le socio-

logue Klaus Kraemer, qui a également été à l'origine de la table ronde avec Heinz Bude à Graz, a répliqué contradictoirement aux thèses de Bude dans un autre article intitulé : *Was kann die Soziologie im Schockmoment einer Krise leisten ?* [Que peut apporter la sociologie au moment du choc d'une crise ?] dans *Soziologie* 1/2023.

- 20 Steingarts *Morning Briefing* du 7 décembre 2021 — www.thepioneer.de/originals/thepioneer-briefing-business-class-edition/podcasts/impfgegner-muessen-fuehlbar-nachteile-haben — Le « plan Madagascar » (*Madagaskarsplan*) fut une idée brièvement poursuivie par le régime national-socialiste de l'Allemagne au début de la Seconde Guerre mondiale, qui consistait à déporter quatre millions de Juifs européens vers l'île de Madagascar, située au large de la côte est de l'Afrique et qui était alors une colonie française.
- 21 www.epochtimes.de/politik/deutschland/bundestag-mehr-macht-fuer-die-who-hat-wie-abgestimmt-a4268246.html?utm_source=ref_share
- 22 Au sujet de la problématique d'un traité international sur la pandémie, qu'à la fin de mai 2024 devait être décidé par l'OMS, voir la lettre d'information n°42 des Médecins pour une décision vaccinale individuelle, sous : <https://individuelle-impfentscheidung.de/aktuelles/detail/lebenslang-im-pandemiemodus.html>
- 23 <https://indikativ.jetzt/heinz-bude-und-der-umbau-der-gesellschaft/>
- 24 www.nwzonline.de/interview/karlsruhe-nwz-interview-mit-stefan-harbarth-mir-ist-um-die-zukunft-des-rechtsstaates-nicht-bange_a_50,8,1385246164.html#
- 25 www.welt.de/politik/deutschland/article207531925/Schaeuble-zu-Corona-Nicht-alles-muss-vor-dem-Schutz-von-Lebenzuruecktreten.html